



Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

COMMUNAUTE DE COMMUNES LE GRÉSIVAUDAN

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU **21 SEPTEMBRE 2026**
Délibération n° **DEL-2026-0289**

Arrêt de l'opération de construction du pôle enfance (multi-accueil et relais petite enfance) « Le Trotte Marmotte » à Biviers – Abrogation de délibérations relatives au projet

Nombre de sièges : 74
Membres en exercice : 74

Présents : 58
Pouvoirs : 14
Absents : 2
(Jean-Claude BOREL-GARIN et Jean-Noël COLLE)
Excusés : 14
Pour : 56
Contre : 4

Abstention : 12
N'ayant pas pris part au vote : 0

Acte rendu exécutoire après
transmission en Préfecture le

24 SEP. 2026

et publié le

24 SEP. 2026

Secrétaire de séance :
Delphine PERREAU

Le lundi 21 septembre 2026 à 15 heures 00, le Conseil communautaire de la communauté de communes Le Grésivaudan s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Henri BAILE, Président. Convocation dûment faite le 14 septembre 2026.

Présents : Henri BAILE, Pierre BARUZZI, Patrick BEAU, Patricia BELLINI, Claude BENOIT, Anne-Françoise BESSON, Jérôme BIGLIA, Clément BONNET, Dominique BONNET, Théodore BONNET-GAMARD, Coralie BOURDELAIN, Régine BOURGEOIS, Marieke BUNTINX, Jean-Marie CABRIERES, Karim-Eugène CHAMON, Jean-François CLAPPAZ, Dominique CLOUZEAU, Cécile CONRY, Arthur CULLATI, Agnès DUPON, Christophe DURET, Laure FAYOLLE, Thierry FEROTIN, Sandrine GAUCHON, Philippe GENESTIER, Martin GERBAUX, Marc GRAMBIN, Annick GUICHARD, Mylène JACQUIN, Martine KOHLY, Françoise LANNOY, Floriane LATRAYE, Pascal LEMOINE, Hervé LENOIRE, Cédric LESCURE, Philippe LORIMIER, Céline MEKHMOUKH, Laurie MENGUY, Jean-Marc MICHEL, Françoise MIDALI, Michel MIET, Rebecca NALLET, François OLLEON, Céline PAVAROTTI, Delphine PERREAU, Valérie PETEX, Adrian RAFFIN, Franck REBUFFET-GIRAUD, Cécile ROBIN, Eric ROETS, Marc ROSSET, Jean-Luc ROUX, Olivier SALVETTI, Franck SGAMBATO, Myriam SIMONAZZI, Brigitte SORREL, Christophe SUSZYLO, Agnès TIMONER

Pouvoirs : Philippe BAUDAIN à Henri BAILE, Margaux BERLIOZ à Jean-Marc MICHEL, Yannick BOUCHET-BERTPEILLARD à Clément BONNET, Marc CECON à Marc ROSSET, Claude COCQUET à Cécile ROBIN, Pierre-Jean CRESPÉAU à Pierre BARUZZI, Laurent DESGOUIS à Martin GERBAUX, Jean-Yves GAYET à Olivier SALVETTI, Virginie GRAS à Patricia BELLINI, Caroline HALLE à Jean-François CLAPPAZ, Jérôme LARDIERE à Laurie MENGUY, Séverine LE BIHAN à Agnès TIMONER, Stéphane MALARD à Marc GRAMBIN, Martine VENTURINI à Arthur CULLATI

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Vu le Code de la commande publique, et notamment son article L. 2422-12 relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage,
Vu les statuts de la communauté de communes, et notamment sa compétence en matière d'action sociale d'intérêt communautaire,
Vu la délibération communautaire n° DEL-2025-0201 du 30 juin 2025 relative au lancement des projets de construction des pôles petite enfance à Biviers et Lumbin,
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0065 du 02 mars 2026 relative à l'approbation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à la construction d'un pôle petite enfance dans le cadre de la restructuration du pôle de vie La Grivelière à Biviers,

Par délibération n° DEL-2026-0065 du 02 mars 2026, le Conseil communautaire a approuvé la conclusion d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Biviers afin de confier à cette dernière la conduite de l'opération de construction du pôle enfance comprenant le multi-accueil « Le Trotte Marmotte » et le relais petite enfance (RPE), dans le cadre du projet communal de « pôle de vie de la Grivelière ».

Depuis l'engagement de cette opération, les circonstances ayant justifié sa réalisation ont connu des évolutions substantielles conduisant aujourd'hui la communauté de communes à réexaminer son opportunité.

En premier lieu, les besoins en matière d'accueil collectif de la petite enfance ont significativement évolué.

La baisse durable de la natalité, observée tant au niveau national que sur le territoire communautaire, se traduit désormais par une diminution des besoins d'accueil. Pour la première fois, plusieurs établissements communautaires et communaux ne connaissent plus de liste d'attente et enregistrent des difficultés de remplissage.

Les hypothèses ayant conduit à programmer la création ou la reconstruction de nouvelles capacités d'accueil ne correspondent ainsi plus aux besoins aujourd'hui constatés.

Par ailleurs, le dynamisme économique du territoire ne se traduit plus mécaniquement par une augmentation des besoins en accueil collectif. Plusieurs communes qui bénéficient pourtant de la présence d'entreprises industrielles majeures, d'un bassin d'emploi particulièrement dynamique et qui ont récemment accueilli de nombreux logements constatent que cette croissance résidentielle ne s'est pas accompagnée d'une augmentation de la natalité ni des besoins en places de crèche.

Cette évolution s'explique également par les caractéristiques actuelles du marché foncier et immobilier du Grésivaudan. Le niveau des prix favorise désormais l'installation de ménages plus âgés, dont les enfants ont souvent dépassé l'âge d'accueil en établissement de la petite enfance.

Les besoins de la population évoluent progressivement vers d'autres tranches d'âge et d'autres services, ce qui conduit à réinterroger la pertinence d'un investissement estimé à 2 420 000 € dans un équipement dont le niveau d'occupation futur ne peut plus être raisonnablement garanti.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

En second lieu, le contexte budgétaire fortement contraint auquel sont confrontés les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale conduit la communauté de communes à adapter sa trajectoire financière et à ré-examiner son programme pluriannuel d'investissements.

Dans ce contexte, la poursuite de l'opération n'apparaît plus justifiée.

En outre, la procédure de concours de maîtrise d'œuvre est toujours en cours. Le lauréat n'ayant pas encore été désigné et aucun marché de maîtrise d'œuvre n'ayant été signé, la procédure est arrêtée conformément aux dispositions applicables.

La communauté de communes procédera, en lien avec la commune de Biviers, au constat contradictoire des prestations réalisées et des dépenses engagées dans le cadre de la convention. Les sommes dues seront honorées et les éventuelles régularisations seront effectuées conformément aux stipulations contractuelles.

Enfin, cette décision est sans incidence sur la continuité de l'accueil des enfants. Les familles concernées continueront à bénéficier d'une offre d'accueil au sein des autres structures intercommunales, lesquelles disposent aujourd'hui des capacités nécessaires pour répondre aux besoins du secteur.

Conformément aux stipulations de l'article 15 de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, celle-ci peut être résiliée en cas d'annulation de l'opération pour un motif d'intérêt général.

Il est donc proposé au Conseil communautaire de décider de l'abandon de l'opération de reconstruction du pôle enfance (multi-accueil et relais petite enfance) « Le Trotte Marmotte » à BIVIERS et, en conséquence, de prononcer la résiliation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune de Biviers.

En conséquence, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire de :

- **Mettre fin à l'opération de construction du pôle enfance (multi-accueil et relais petite enfance) « Le Trotte Marmotte » à Biviers,**
- **Décider, pour un motif d'intérêt général résultant de l'évolution des besoins du territoire en matière d'accueil de la petite enfance, des évolutions démographiques constatées, des mutations du marché résidentiel, du contexte national de contrainte financière pesant sur les collectivités et les EPCI, de la nécessité d'assurer une gestion efficiente des deniers publics, de résilier la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune de Biviers, conformément à son article 15,**
- **Autoriser le Président à notifier cette résiliation à la commune de Biviers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,**
- **Autoriser le Président à établir avec la commune de Biviers un constat contradictoire des prestations réalisées et des dépenses engagées préalablement à la signature et à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, à procéder aux régularisations prévues par la convention, ainsi qu'à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération,**
- **Abroger partiellement la délibération n° DEL-2025-0201 du 30 juin 2025 en ce qui concerne le lancement du projet de construction d'un pôle petite enfance intercommunal à Biviers,**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

- Abroger la délibération n° DEL-2026-0065 du 02 mars 2026 relative à l'approbation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à la construction d'un pôle petite enfance dans le cadre de la restructuration du pôle de vie La Grivelière à Biviers.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à la majorité des suffrages exprimés cette délibération (par 56 voix pour ; 4 voix contre : Laurent DES-GOUIS, Laure FAYOLLE, Thierry FEROTIN, Martin GERBAUX et 12 abstentions : Franck SGAMBATO, Agnès DUPON, Philippe GENESTIER, Françoise LANNOY, Jérôme LARDIERE, Pascal LEMOINE, Céline MEKHMOUKH, Laurie MENGUY, Michel MIET, Rebecca NALLET, Franck REBUFFET-GIRAUD, Eric ROETS).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.
Au registre ont signé tous les membres présents.
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME ET EXECUTOIRE

Crolles, le 21 SEP. 2026

Le Président,
Henri BAILE

